



Madame la Présidente,

L'observatoire interne aurait pu nous servir de propos liminaire...les chiffres d'insatisfaction sont suffisamment éloquentes !

Déjà médiocres depuis des années, sans effet dans les politiques mises en œuvre, ces chiffres sont tout simplement catastrophiques en 2019 !

Alors que nous sortions d'un conflit victorieux pour les agents, on y apprend que le taux de conflictualité potentielle est en forte hausse...il faut souligner que les références aux missions, au rapport Gardette et au transfert de missions fiscales sont très souvent citées.

84 % des collègues, toutes branches et toutes catégories confondues, pensent que la DGDDI n'évolue pas dans le bon sens...

Cela peut difficilement être pire en terme de confiance.

S'agissant de notre avenir, pas de rires ni de sourires, la situation est grave, critique même. Nous basculons en zone d'alerte maximale.

Si les douaniers réaffirment leur sentiment d'appartenance au Ministère, ne faudrait-il pas l'entendre ?

Eh non, l'administration préfère continuer le massacre, au diable les sondages coûteux ! Ils ne servent qu'à donner l'illusion qu'on écoute les personnels...

Tout bien réfléchi, les résultats de l'observatoire interne ne seront pas notre déclaration liminaire, nous aurons largement le temps d'en parler demain lors du CTR. Il faut revenir au préalable sur un enchaînement d'événements dont nous devons aujourd'hui dresser le bilan.

En juillet 2018, votre prédécesseur nous annonçait le transfert du recouvrement. Chacun pouvait apprécier alors la dimension de cette annonce...recouvrement forcé seulement, intégralité du recouvrement...le doute a été bien installé, volontairement. Elle succédait à de nombreux désaccords de nos organisations sur la disparition de taxes dites "à faible rendement". Aucune information à l'époque sur un quelconque transfert massif conduit par un certain Alexandre Gardette.

Coup de théâtre, lorsque cette annonce de transfert de recouvrement accouche quelques mois plus tard d'un vaste plan de transfert des missions fiscales... Coup de massue pour les personnels !

Comment ne pas faire le lien avec les mesures du PSD mises en œuvre les unes après les autres ? Centralisation de la TGAP, de la TSVR (après le naufrage du service TPL), du DAFN, du recouvrement, de la fiscalité énergétique...toutes mesures mettant aujourd'hui les agents sous le joug de vos funestes projets !

L'homme du PSD, celui qui murmure à l'oreille des ministres, est décidément malin. Et être malin n'est pas toujours une qualité quand c'est au service de la destruction du service public douanier.

C'est ainsi qu'a débuté la mascarade des GT bi-directionnels.

Oui le mot est fort, mais c'est le sentiment de nos experts, venus défendre leur métier, leur professionnalisme, leur rigueur, leurs résultats, le sens de leur travail, leurs valeurs et leur engagement, leur raison d'être en quelque sorte.

A chaque fois ils ont regretté votre absence, vous avez montré le signal d'une direction qui se moque de ces transferts.

Même Alexandre Gardette n'a eu d'autre choix que de nous dire que nous avons raison, que nos arguments étaient bons, que de toute façon tout ça n'était que le résultat d'une commande du ministre... Cet exercice fut donc vain ?

L'intersyndicale ne s'est pas avouée vaincue, elle a bataillé auprès des professionnels, des parlementaires, des élus locaux, pour défendre, pierre après pierre, la maison Douane.

Subitement, cette pseudo consultation s'est interrompue. Ne laissant pas l'occasion aux collègues de vous en dire davantage.

Plus rien donc...jusqu'aux annonces informelles de juillet où nous avons appris que les arbitrages étaient faits. Puis, de manière tout aussi informelle, il y a quelques jours, nous apprenons que l'arbitrage est pire que celui annoncé en juillet puisque le transfert de la TICPE, aux côtés des autres TIC, va définitivement fragiliser l'ensemble de la DGDDI.

Les hommes et les femmes qui suggèrent les réformes aux ministres devraient avoir honte du traitement qu'ils infligent à ceux qui donnent tout pour leur métier. Leur seul dogme, c'est supprimer de l'emploi public, quel que soit le prix à payer.

Repenser le service public devient donc synonyme de destruction totale car nous n'ignorons pas le sort réservé, à moyen terme, à la DGFIP et aux administrations de notre ministère.

Vous nous direz que la commande est politique...

Et que vous n'avez aucune marge de manœuvre...

Sempiternelle litanie des lâches !

Celle qui détruit tout le réseau douanier depuis des décennies, celle qui attaque nos missions de contrôle au nom de la sacro-sainte compétitivité.

Est-ce donc ça le monde d'après ?

Le monde d'après, parlons-en...

C'est donc la seconde phase de ce cycle qui commencera peut-être aujourd'hui...

On n'appelle plus cela "projets stratégiques", on appelle ça "douane de demain".

Bien entendu, cette "douane de demain" va s'attaquer aux SU comme aux AG/CO/CI, va fragiliser le réseau douanier comme jamais, pourrait sanctuariser seulement 15 ou 20 bureaux de douane sur les 150 existants... Pourrait continuer de détricoter un maillage des brigades, pour en maintenir combien sur les 244 existantes... Pourrait envisager de nouvelles reconfigurations des DR comme le préfigure la DR d'Auvergne en ce moment...

Nous exigeons de la transparence !

Transparence sur vos projets, sur les missions, sur la cartographie de la surveillance y compris le dispositif aéromaritime, sur celle des bureaux de douanes, sur celle des services AG, sur les fonctions support.

Nous exigeons des réponses.

Quelles missions pour la Douane ? Quel recentrage (comme vous le nommez) ? Avec combien d'agents pour les exercer ? Sous l'autorité de qui ? Quelles implantations ? Quel impact sur les effectifs demain ? Quel calendrier ?

Partout nous invitons les collègues à s'organiser, se réunir, débattre, réfléchir aux actions de demain. Écoutez-les... Ils n'ont pas encore atteint la phase de résignation que vous attendez, encore moins celle de l'acceptation. Non, aujourd'hui ils sont abasourdis, et la colère monte.

Avec le transfert des missions fiscales, nous basculons dans la zone d'alerte douanière maximale. Avec votre projet "douane de demain", la DGDDI se retrouve en soins intensifs, voire pire...

Sachez tout de même que la douane joue un rôle primordial pour la sécurité de ce pays et l'affaiblir revient à vulnérabiliser le territoire et sa population, allez-vous adhérer à ce schéma ?